

Qui va enfin appuyer sur le frein?

L'essentiel en bref:

- **Développement de l'appareil étatique: L'État ne cesse de créer de nouveaux postes.**
- **Effet d'éviction: L'État soustrait de plus en plus de travailleurs du marché du travail, ce qui pèse sur celui-ci et accroît la pression migratoire.**
- **Aux milieux politiques d'agir: Au lieu de créer toujours plus de postes, l'État doit se concentrer sur ses tâches principales.**

Zurich est sans conteste une ville importante dans notre pays. Le premier centre économique et financier de Suisse se trouve sur les rives de la Limmat. Cela dit, tout ce qui brille n'est pas or. Dans le bastion rouge-vert qu'est Zurich, l'administration croît plus vite que la population. La ville emploie désormais quelque 30 000 personnes.

Hausse constante du personnel de l'État

La ville de Zurich n'est pas un cas isolé. Les statistiques montrent que la Confédération crée, elle aussi, en permanence de nouveaux postes – et ce dans tous les départements. Dans l'administration, le nombre de postes augmente indépendamment du parti auquel appartient le chef du département. Les salaires progressent aussi. Cette évolution n'est pas judicieuse. Car la demande de main-d'œuvre de l'État est en concurrence avec celle du secteur privé. Ce dernier est évincé par l'État.

Plusieurs tendances se dessinent au niveau international. L'appareil administratif se développe dans de nombreux États, mais pas aux États-Unis. Donald Trump et Elon Musk prennent actuellement des mesures assez radicales – et réduisent le nombre de fonctionnaires. Les réactions sont vives.

L'État soustrait de la main-d'œuvre qualifiée au marché du travail

En Suisse aussi, nous devrions brider la croissance de l'État. En premier lieu, le marché des travailleurs qualifiés est asséché. Si l'État continue à embaucher plus vite qu'il ne faut pour le dire, privant ainsi le secteur privé de main-d'œuvre, la pression migratoire augmentera. De plus, nous devons soulager le budget fédéral afin que notre économie reste forte à long terme. Cela nécessite à la fois un

examen critique de l'augmentation des postes et une plus grande efficacité. Sinon, les programmes d'assainissement budgétaires seront un fiasco.

Les milieux politiques doivent agir: moins, c'est plus

La question se pose de savoir si nous avons besoin d'un «frein à l'embauche de fonctionnaires». Permettez-moi de préciser ma pensée, avant qu'il y ait un malentendu: il ne s'agit pas de s'en prendre aux employés de l'administration. Au contraire, je vise plutôt les milieux politiques. Ils décident constamment de nouvelles tâches, qui nécessitent du personnel supplémentaire. Nous avons donc plutôt besoin d'un «frein politique». Aussi longtemps que les exécutifs et les législatifs lanceront un projet après l'autre, les besoins en ressources humaines augmenteront. La politique doit ralentir le rythme. Elle doit se concentrer sur ses tâches principales et cesser de créer sans cesse de nouveaux organes et commissions.

Nous avons besoin d'un examen rigoureux de toutes les tâches. Quels sont les vrais besoins? Quelles sont les priorités? Un véritable allègement ne sera possible que si, en parallèle, le Parlement cesse d'attribuer autant de mandats. Renforcer la numérisation et utiliser l'intelligence artificielle peut par ailleurs accroître l'efficacité de l'administration. L'objectif reste un État performant mais plus svelte. Ce dernier doit réduire la pression sur le marché du travail au lieu de l'intensifier. Le secteur public cessera de s'étendre à condition que la politique appuie vraiment sur le frein.

Ceci est un extrait de la newsletter «Point de vue» d'economiesuisse. Restez informé(e) et inscrivez-vous à cette newsletter [ici](#).